L'enfance en difficulté au XIXème siècle et dans les premières années du XXème siècle : les implications d'un regard sur les cas-limites

Jean-Marie Fecteau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/1017>

DOI : 10.4000/rhei.1017

ISBN : 978-2-7535-1643-4

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2003

Pagination : 237-248

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Jean-Marie Fecteau, « L'enfance en difficulté au XIXème siècle et dans les premières années du XXème siècle : les implications d'un regard sur les cas-limites », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 5 | 2003, mis en ligne le 02 juin 2007, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/1017> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.1017>

L'enfance en difficulté au XIX^{ème} et dans les premières années du XX^{ème} siècle : les implications d'un regard sur les cas-limites

**Jean-Marie
Fecteau⁽¹⁾**

Les textes que l'on vient de lire, mettant en scène l'approche comparative en histoire de l'enfance, soulèvent toute une série de questions passionnantes, que je voudrais ici énoncer brièvement.⁽²⁾

1. Le champ de recherche : l'enfance en difficulté

L'histoire de l'enfance, comme manière d'exister ou comme catégorie sociale, a historiquement été surtout appréhendée à travers les manifestations « normales » de cette classe d'âge. D'une part, l'enfance était interrogée, par une longue tradition historiographique allant de Westermarck à Ariès, dans ses différents modes d'intégration à l'institution familiale. D'autre part, l'histoire de l'éducation permettait de questionner le phénomène sous l'angle de sa présence dans l'espace public, à travers les différents systèmes pédagogiques et institutionnels qui président à la socialisation de cette catégorie sociale. De telles approches n'ont évidemment pas fini de manifester toute leur richesse.

Cependant, la démarche qui est en œuvre dans les différents articles de ce numéro est tout autre. Elle entend que l'on parte de l'accident, du risque, du danger, pour interroger sous un jour différent la condition enfantine. Certes, l'histoire institutionnelle classique s'est intéressée assez tôt aux maisons accueillant les jeunes déviants, les orphelins ou les enfants abandonnés. Mais il s'agissait d'une perspective qui, la plupart du temps, s'intéressait davantage aux initiatives charitables ou répressives qu'à l'enfance elle-même. Très souvent d'ailleurs, on retrouve un remarquable cloisonnement entre, d'une part, les études sur les institutions charitables hébergeant orphelins et enfants pauvres ou infirmes et, d'autre part, les travaux sur les institutions de réforme et de redresse-

(1) Professeur au département d'histoire de l'université du Québec à Montréal et directeur du Centre d'histoire des régulations sociales – UQAM.

(2) Les mentions entre parenthèses réfèrent aux auteurs des textes de ce numéro.

ment de l'enfance délinquante ou en danger. Le présent numéro est une des rares tentatives de franchir cette frontière implicite (Harvey, Vaillancourt, Ruchat). Peut-être une telle césure est-elle due à cette subtile démarcation qui permet de distinguer la prise en charge dans des institutions de type caritatif de ce que l'on appelait naguère l'"enfance malheureuse" (enfants trouvés, orphelins) des mesures générées par une *politique* de l'enfance qui mette en valeur la nécessité, devenue sociale, de former et de réformer. La première apparaît historiquement comme la façon de réagir au problème des familles brisées ou simplement incapables de faire face aux obligations imposées par la charge d'enfants : l'enfant est ainsi recueilli par la charité (publique ou privée), dans une sorte d'"ailleurs" de la famille qui en est cependant paradoxalement assez proche, dans la mesure où le retour à la famille naturelle ou le placement chez l'artisan ou le paysan, ersatz de la famille normale, consacre la suprématie de la cellule familiale dans la prise en charge de l'enfance. La seconde relèverait plutôt de la volonté d'en arriver, non à la préservation, mais à la *transformation* de l'enfance, à travers des stratégies éducatives visant les enfants pauvres (des *charity schools* anglaises aux initiatives pestalozziennes décrites par Ruchat), les enfants abandonnés (écoles d'industrie), incorrigibles ou délinquants (maisons, prisons, écoles, colonies de réforme de toutes sortes). Entre l'aide charitable à l'enfant sans défense et le traitement de ces petits êtres en passe, éventuellement, de mal tourner, il existe cependant plus qu'un fossé historiographique : on y retrouve la conscience, plus ou moins explicite, d'un déplacement majeur de la problématique de l'enfance au cours du XIX^{ème} siècle. Quand l'enfant devient un enjeu dans le *gouvernement* des hommes (au sens promu naguère par Foucault), il s'agit moins de laisser aux soins de la charité les conséquences ponctuelles de l'échec des familles que de tracer les contours d'une enfance socialement réussie, de déterminer le contenu d'un savoir et de compétences minimales à inculquer, de trouver les critères à partir desquels juger de l'inacceptable dans les gestes de l'enfance, et d'adopter les moyens de les redresser.

La démarche dont il est question ici consiste à partir des formes extrêmes du problème de la socialisation de l'enfance, pour remonter

jusqu'à la famille, du moment où on en vient à demander à celle-ci des comptes sur la façon dont elle fabrique les citoyens. Il s'agit de montrer que la systématisation d'une problématique socio-politique de l'enfance a engendré un processus d'extension de la prise en charge publique qui a fini par pénétrer au sein même des familles. Cette approche, qui privilégie moins la marge que le risque, moins l'exclusion que la gestion de l'accident, nous oblige à décroquer les études sur les formes diverses de situations problématiques s'attachant à l'enfance.

Car, comme le souligne fort bien Martine Ruchat, la variété des situations "à risque" est remarquable, quand on s'attache à l'enfance comme condition : enfants trouvés, enfants illégitimes des maternités ou des crèches, enfants de familles pauvres en besoin d'éducation, enfants d'ouvriers pris en charge dans les salles d'asile, orphelins, enfants vagabonds, enfants immigrants, enfants délinquants, enfants incorrigibles, enfants victimes d'accidents familiaux et temporairement sans soutien, enfants déserteurs d'école, enfants travailleurs de rue (colporteurs, crieurs de journaux...), enfants battus, violentés, victimes d'inceste, enfants malades, enfants infirmes. La panoplie des malheurs de l'enfance a donné lieu à une remarquable inventivité institutionnelle et législative, à une variété notable d'initiatives, politiques comme charitables. Rendre compte de cette inventivité, faire sens de cette variété, c'est comprendre l'histoire de l'enfance à partir de ce qu'elle n'aurait pas dû être...

2. Un univers de mesures en mutation

Cependant, la prise en charge des malheurs de l'enfance donne lieu à une histoire qui n'est rien moins que linéaire. L'historien pressé a tôt fait de comprendre l'évolution de la problématique de l'enfance comme un passage de la répression du petit adulte à la prise en compte de la spécificité de l'enfance, voire comme la lente montée d'une problématique qui à la fois spécifie l'enfance comme une catégorie sociale particulière et reconnaît dans l'enfant un porteur de droit. Les textes présentés ici montrent bien, au contraire, que cette histoire est beaucoup plus complexe, faite de heurts et de mutations brusques, autant que de rémanences têtues. Le placement en famille d'accueil n'a pas remplacé l'insti-

tutionnalisation. Le regard sur l'enfance est longtemps fait d'une mixture mal dégrossie d'amour pour l'enfant à l'âme pure, de pitié pour le petit être sans défense, d'exaspération face à la jeunesse révoltée, amoral ou simplement dissipée, d'angoisse devant ce vide béant d'une ignorance enfantine à remplir de savoir et de discipline, d'appréhension devant une classe d'âge susceptible de décevoir les attentes des aînés.

Le changement semble être venu comme par glissements successifs de regards et de mesures de prise en charge. D'abord, se déploie le grand rêve philanthropique d'acculturation du pauvre, notamment par le biais de ses enfants (Ruchat). Puis en vient à s'exprimer une problématique spécifique de l'enfance qui réussit à déteindre chez les penseurs du système pénal, provoquant d'abord la ségrégation physique des enfants criminels ou non discernants, puis la mise en place d'institutions spécifiques de réforme (prisons de réforme, colonies pénitentiaires... / Ménard, Strimelle, Dekker, Pierre). Enfin se répand le réflexe "préventif", qui ouvre à la problématique de prise en charge un espace d'intervention potentiellement infini, d'abord vers l'enfance sans famille, ensuite au sein même des familles "coupables" de négligence ou d'inaptitude (Trépanier, Niget).

Mais cette extension du champ d'intervention n'est nullement progression constante et régulière, où le nouveau ferait place nette en écartant peu à peu l'ancien. L'orphelinat, la prison de réforme, voire la colonie agricole représentent trois modes de prise en charge qui se développent, en Occident, avec un remarquable parallélisme, tellement que la recherche des "précurseurs" ressemble parfois à la poursuite d'un Graal impossible... Il en est de même de la critique, féroce, articulée, tenace et extensive, qui est faite à l'institutionnalisation de l'enfance dans des établissements d'enfermement. Les tenants de cette critique auraient bien voulu imposer une histoire qui ferait d'eux les porteurs d'une solution de remplacement idéale face aux idées dépassées de directeurs d'établissements sur le déclin. Et, de fait, on retrouve dès les années 1840 un discours sophistiqué passant au crible de la critique les méfaits de l'enfermement. Mais on oublie trop vite la remarquable durée des institutions d'enfermement de l'enfance, en plein cœur du XX^{ème} siècle (Pierre). L'extension de la problématique de l'enfance malheureuse ne se fait pas sur les ruines du réseau institution-

nel d'enfermement de l'enfance, mais dans un contexte de recomposition fondamentale des finalités de ce réseau, qui visera désormais les cas lourds, que la charité privée ou l'activisme des professionnels de l'intervention familiale ne pourront gérer (Niget).

Une institution comme la Cour des jeunes délinquants est un bel exemple de la complexité des transformations historiques des politiques de l'enfance à risque. Elle est à la fois témoignage de la profonde continuité du réflexe de spécification de l'enfance, l'instrument d'une intrusion nouvelle dans les familles où l'enfant court des dangers, le moyen d'une coordination entre les mesures de probation, de placement familial ou d'internement en institution. Mais, par son existence même et sa pratique, elle ouvre un univers élargi, un espace ouvert où les problèmes de l'enfance peuvent dorénavant être appréhendés non plus selon les vieilles dichotomies entre prévention et sanction, réforme et punition, mais comme trajectoire spécifique qui puisse être l'objet d'un suivi. La présence de la cour, en rendant possible une relative régularité, dans le temps, de l'intervention, permet de poser la place de l'enfant dans la famille comme une histoire, comme le déroulement temporel d'un problème que l'on peut suivre, et par là mieux traiter. Mais cette histoire révèle, à l'époque où le malheur des pauvres devient affaire de solidarité sociale ou du moins de législation ouvrière, comment la problématique de l'enfance dépasse l'univers strictement familial, pour entrer dans l'univers interprétatif de la psychologie et de la pédagogie moderne. Piaget n'est plus très loin...

3. Le rôle de la religion

L'histoire de l'enfance malheureuse nous permet aussi de jeter un regard mieux informé sur la place de la religion dans les mutations sociales du XIXème siècle. Ne serait-ce que pour éclairer certaines confusions. La religion, comme forme longtemps dominante de la morale, comme incontournable outil pédagogique de socialisation, interagit de plus d'une façon avec la problématique de l'enfance. Ici aussi, la temporalité est plus complexe qu'on ne le pense généralement. Sauf cas spécifique (l'anticléricalisme français, par exemple, et encore : la démonstra-

tion reste en grande partie à faire), la dimension religieuse ne s'estompe nullement devant la montée des bureaucraties étatiques et l'expansion des politiques sociales. Au début du XX^{ème} siècle, les Églises, les communautés et congrégations occupent une place majeure dans le traitement de l'enfance. Même les institutions "sans murs" de placement familial (comme par exemple dans l'Ontario canadien), sont étroitement supervisées, sinon contrôlées, par les groupes religieux. Ce qui a reculé, c'est moins la religion comme représentation du monde qu'une certaine gestion privée qu'elle s'employait à légitimer, une capacité institutionnelle de prise en charge non étatique qui va bientôt s'épuiser (Pierre) ou se reconverter.

Le problème est que la religion est à la fois une croyance et une institution, et que les grandes mutations socio-économiques du XIX^{ème} siècle exercent une pression de type tout à fait différent qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre. La religion comme croyance est aussi une morale et une interprétation du monde saisie dans sa durée. Elle n'est nullement contradictoire avec la liberté, pour autant qu'on puisse lire ses préceptes comme morale civique et personnelle. Aussi, quand les philanthropes et les penseurs libéraux (comme Tocqueville) palabrent sur le caractère essentiel de la religion comme condition de l'ordre social, ils expriment un sentiment partagé par l'immense majorité de ceux qui ont à s'occuper de l'enfance malheureuse.

Mais il existe des cas d'espèce historiques où les modalités d'insertion de la dimension religieuse dans la prise en charge de l'enfance sont d'une toute autre essence. C'est le fait notamment de bien des pays catholiques, dans la mesure où la profonde rénovation de l'institution ecclésiastique au XIX^{ème} siècle a donné à l'Église les moyens non pas seulement d'un investissement religieux profond dans la problématique de l'enfance, mais plus encore d'une intervention matérielle d'envergure en terme d'institution. Dans ces cas, ce qui est remarquable est moins la mise en place (quasi universelle) d'une pédagogie lourdement colorée de religion que la constitution de réseaux institutionnels de prise en charge de l'enfance malheureuse, réseaux qui réussiront dans certains cas à limiter, sinon à faire reculer, l'intervention laïque, voire étatique.

Ici, la religion devient moyen de gestion, alibi central pour la structuration d'un mode de prise en charge, selon une logique confessionnelle plutôt que civique.

Le déploiement historique de cette configuration particulière des modes de gestion des problèmes de l'enfance malheureuse nous permet souvent de mieux mesurer (et nuancer...) les différences d'approche entre les diverses confessions religieuses. Le cas du Québec est en ce sens particulièrement bien illustré dans ce numéro. Il permet par exemple de remarquer que la gestion protestante a des contraintes (la multiplicité des groupements et sectes, la faiblesse relative des congrégations) qui rendent la gestion d'un réseau beaucoup plus difficile (Harvey). De son côté, la remarquable capacité d'organisation des catholiques, la centralisation diocésaine, la formation d'un personnel nombreux et peu coûteux, l'organisation d'un espace paroissial autorisant une gestion rationnelle entre le local et le central (par le biais par exemple d'organismes comme les sociétés Saint-Vincent-de-Paul / Vaillancourt), permettent un déploiement impressionnant des établissements d'enfermement de l'enfance, mais au prix d'une césure confessionnelle qui rend la planification d'ensemble du réseau d'assistance (et le financement régulier) particulièrement difficile.

On aura compris que la question centrale posée ici réside dans les formes de pénétration de la problématique religieuse dans la modernité. On aura aussi saisi l'ampleur de ce problème à partir du moment où on aura renoncé à faire de l'intervention religieuse un simple témoignage des nostalgies passéistes du conservatisme.

4. Dialectique de l'enfance et de la famille.

Étudier l'enfance malheureuse, c'est aussi, évidemment, interroger le rôle social de la famille. À ce titre, l'historiographie récente a puissamment contribué à remettre en question le rôle plutôt passif attribué, notamment par les tenants de l'approche dite du "contrôle social", à la famille dans les modes de prise en charge de l'enfance délinquante et en danger. La famille n'est plus guère considérée comme le terrain plus ou moins vierge sur lequel se déploierait une "police des familles". Et ceci, d'une part, parce que les modes d'intervention sur la famille sont à la fois divers et com-

plexes. Le XIX^{ème} siècle, par le biais notamment de la consolidation juridique impliquée par la codification civile, a confirmé et renforcé, sous bien des aspects, le pouvoir paternel et l'autonomie relative de la famille cellulaire dans l'espace social libéral. L'entreprise de "police" chère aux mercantilistes de l'ère classique s'en trouve profondément transformée. La liberté et la souveraineté proclamée des familles, notamment dans le discours catholique, empêchent que l'on puisse intervenir directement dans son vécu quotidien, si ce n'est pas l'entremise des oburgations morales ou de la pratique charitable. Pourtant, la famille populaire inquiète, surtout celle qui devient susceptible de tomber dans les affres du "pauvérisme". Mais ici encore, le mode d'intervention privilégié implique bien plus un contournement de l'autonomie familiale qu'une intervention directe dans l'intimité du couple et des enfants. C'est ainsi qu'on peut comprendre la critique libérale de l'aide à domicile, la mise sur pied d'institutions de prise en charge des enfants abandonnés ou en danger, ou leur placement dans une autre famille, plus "fonctionnelle". À ce stade, il s'agit moins de réformer la famille que de limiter les dégâts en repêchant les enfants, victimes potentielles de parents inaptes. La mise sur pied d'institutions aptes à recevoir les enfants incorrigibles placés par les parents s'inspire d'une logique similaire, aux limites d'une prophylaxie sociale.

Les travaux historiens ont bien montré, d'autre part, que ce mépris des élites pour l'inaptitude des familles pauvres est un bien mauvais guide pour saisir ce qui se passe en réalité. De fait, les institutions de prise en charge de l'enfance peuvent bien être vues par leurs créateurs comme des moyens de pallier l'incompétence des parents pauvres ; il n'en reste pas moins que ces mêmes institutions peuvent se retrouver, plus ou moins malgré elles, dans une dynamique où elles deviennent partie d'une pratique rationnelle de placement de la part de ces mêmes parents stigmatisés. L'orphelinat, l'école de réforme ou d'industrie, la colonie agricole, voire la prison, deviennent ainsi, plus ou moins paradoxalement, des recours possibles en cas de malheur ou d'accident. Inversion de la dynamique charitable qui permet de retrouver, dans l'infratexte de la pratique de prise en charge, l'autonomie relative et la créativité des familles pauvres aux abois.

L'enfant est au cœur de ce dialogue entre la famille et l'institution. Les catholiques, notamment, sauront inventer diverses médiations qui, à partir de la communauté paroissiale, mobilisent le curé, le confrère de la Saint-Vincent-de-Paul et la bonne sœur, et permettent de penser une circulation, souvent à double sens, entre la famille pauvre et l'institution. Tout ceci, évidemment, sur fond de pouvoir diffus et de contrainte morale, comme aussi sur le socle de la liberté citoyenne apportée par la démocratie.

Mais la pénétration des familles par la pratique charitable, comme les stratégies de survie de celles-ci, se complexifient singulièrement à la fin du siècle. Ironiquement, c'est à partir du moment où la famille ouvrière cesse d'être l'objet de la stigmatisation des bien pensants que peut s'imaginer une intervention autrement puissante en son sein. La fausse continuité impliquée par le concept de "police des familles" a fait oublier que l'essentiel de l'intervention possible en mode libéral repose sur la contrainte morale, sur le jeu du bon exemple ou sur le pouvoir de persuasion du "visiteur" du pauvre. Même la charité scientifique des Charity Organization Societies, en Angleterre et en Amérique, repose sur cette mince et fragile interstice, ouverte au philanthrope par la contrainte de la misère, par où il est possible d'entrer dans l'intimité des familles. À la fin du XIXème siècle, s'ajoute à cette pression à bien faire, la contrainte légale appuyée par la puissance de l'État. Toute la législation morale de cette période repose sur la recherche d'un ferme appui de l'autorité publique dans la standardisation du comportement familial : sanction des mauvais parents, règles strictes d'hygiène urbaine, suivi obligatoire assuré par l'agent de probation, répression accrue de la prostitution et de l'alcoolisme, etc. : la famille ouvrière, nouvel objet de la solidarité nationale, paie sa légitimité nouvelle d'une pression accrue, légalement induite, à la conformité. On pourrait supposer, mais cela reste grandement à prouver, que l'espace de manœuvre des familles pauvres s'en trouve réduit.

5. Le privé et le public

Plusieurs des textes de ce numéro insistent sur l'étroite imbrication, voire sur les "égards réciproques" que se doivent le secteur privé et public au sein des institutions de prise en charge de l'enfance (Dupont-Bouchat,

Dekker). En Amérique, on a parlé aussi d’“économie mixte”. Une longue tradition historiographique avait en effet interprété l’histoire de cette prise en charge comme un lent passage du privé au public, du bénévole au professionnel, de la charité volontaire aux assurances sociales. Ici encore, l’histoire s’avère autrement complexe. D’abord parce que la tradition “volontariste” et caritative a connu une remarquable pérennité jusqu’à nos jours. Ensuite parce que l’“intervention” de l’État dans le domaine de l’enfance remonte au moins à l’époque moderne, avec la prise en charge par l’administration royale des enfants trouvés, la mise en place des hôpitaux généraux, etc.

Mais le constat principal, en ce domaine, est que l’opposition entre le privé et le public ne peut relever d’une dichotomie simpliste, même si, dans certains contextes, l’hostilité est certaine entre les deux sphères d’action (Pierre). D’une part, l’initiative privée a su s’imbriquer avec souplesse au cœur même des politiques étatiques : l’exemple des écoles d’industrie et de réforme au Québec constitue en la matière un exemple patent (Ménard, Strimelle). D’autre part, l’opposition entre le privé et le public ne peut se faire sur la base d’une symétrie institutionnelle postulée, comme s’il s’agissait d’une alternative entre deux options globalement comparables et équivalentes. Dès le XIX^{ème} siècle, la mise en place des institutions de l’État libéral démocratique implique une répartition des responsabilités sociales où cet État est premier, quand il s’agit de mettre en place les règles de base de la vie en société ou d’assurer sa reproduction. Au-delà des déclarations d’intention sur les libertés primordiales, la liberté “libérale”, Polanyi l’a bien vu, est avant tout l’organisation systématique des possibles individuels. Dans ce cadre, la charité n’est qu’une des formes de ces possibles, dans la mesure où elle relève de la liberté d’action permise par la loi et la nation. Par les normes qu’il institue comme préalables obligés à la vie sociale, par ses lois diverses et ses règlements, par la sanction légale apportée à la dynamique associative, par son financement, voire par son action directe, l’État assume une présence constante dans la régulation des rapports sociaux. On pourrait même prouver que, sur ce socle, une relative division des tâches s’opère, laissant à l’État la gestion, ou du moins le financement des cas lourds issus de la pauvre-

té, de la maladie, du crime, alors que la profusion stochastique des petits incidents, des misères ponctuelles, des petits écarts disciplinaires, est laissée au monde mouvant de l'initiative privée, associative ou non.

C'est pourquoi le "recul" du privé en fin de siècle relève très souvent de l'illusion d'optique : aveuglée par l'adoption des premières législations sociales, par la consolidation du réseau étatique d'assistance ou de répression, par une réglementation plus stricte des rapports sociaux et par une "rationalité bureaucratique" en pleine ascension, l'historiographie a laissé dans l'ombre la fantastique profusion des initiatives au sein même de la société civile, encore stimulée par la professionnalisation de l'encadrement charitable et par la diversification des lieux et des méthodes d'intervention. La dynamique impulsée par la doctrine sociale de l'Église n'est qu'une des formes de cette société civile en ébullition. C'est la même illusion d'optique, à notre avis, qui fait voir à certains historiens ou sociologues trop pressés, dans les premiers régimes d'assurance sociale et dans l'intervention accrue d'un État charitable les prémisses de l'État providence. Généalogie en trompe l'œil qui fait préférer une téléologie abusive à la sensibilité aux ruptures autrement profondes impliquées par les régimes keynésiens.

En conclusion

L'idée, fondamentalement, était de comparer. Certes, la comparaison est la condition première de l'analyse, comme nous le rappelait déjà Durkheim. Mais comparer est une tâche délicate, qui implique de résister aux catégories toutes faites, aux certitudes rassurantes fondées sur la familiarité de l'historien avec sa réalité nationale. Déjà, le constat d'une dynamique internationale est important (Dupont-Bouchat). Mais plus encore, ce glissement, à la fois heurté et progressif, vers une problématique globale de l'enfance en démocratie, problématique qui finira par aboutir (temporairement...) à la notion des droits de l'enfant, relève d'une dynamique occidentale, à tout le moins. Que se passe-t-il dans cette histoire du supranational qui permet de penser une cohérence globale des politiques, sans que l'on soit obligé de se rabattre sur l'explication simpliste en terme de "modèle" d'inspiration ou, pire encore, de "rattrapage" national ? Tout se

passerait-il comme s'il existait une logique de régulation se déployant à la fois par et malgré les spécificités nationales, logique que chaque formation sociale exprimerait en lui donnant une couleur propre ? Nous sommes ici évidemment bien loin du relativisme post-moderniste, et aussi aux antipodes des ambitions de la micro-histoire. Il s'agit d'établir, à travers les exigences de la comparaison rigoureuse, une histoire de l'enfance malheureuse qui dépasse le national sans le nier. La tâche n'est pas mince. Mais elle est au moins commencée...